

inforesources

Trends 2009

L'état des ressources naturelles en 2025
et ses implications pour le développement

L'heure de changer de cap

Réévaluation d'expertise 2005 – 2009

trends



Experts consultés :

*Michelle Chauvet, Université Autonome
Métropolitaine, Mexique
Hans Hurni, Université de Berne, Suisse
Bao Huy, Université Tay Nguyen, Vietnam
William Jackson, Union Internationale pour
la Conservation de la Nature (UICN), Suisse*

*Janice Jiggins, Université de Wageningen, Pays-Bas
Margret Ngigi, Université Egerton, Kenya
Othmar Schwank, INFRAS, Suisse
Joachim von Braun, Institut international de recherche
sur les politiques alimentaires (IFPRI), USA*

<i>Introduction</i>	3
Imagineland revisité	3
Changement de contexte et orientation stratégique	3
Approche de la réévaluation	4
Conclusions de l'évaluation de 2005	5
<i>Tendances</i>	6
Évolution jusqu'en 2025	6
Tendances dans les ressources naturelles	6
Tendances dans l'utilisation du sol	8
Tendances au niveau de la société	10
Tendances économiques	12
Différences par rapport à l'évaluation de 2005	14
<i>Vers des recommandations pour les politiques</i>	15
Une réorientation nécessaire dans trois domaines	15
Investir dans le développement « d'institutions » décentralisées responsables	15
Réguler l'économie vers un développement plus durable	16
Promouvoir une utilisation du sol multifonctionnelle et qui ménage efficacement les ressources	17
Le rôle de la coopération internationale	18
Soutenir les efforts de réforme politique	18
Coopération internationale et efforts multilatéraux	19
<i>Commentaires de conclusion</i>	20
Saisir l'heure de changer de cap	20
<i>Annexes</i>	21
Annexe I : Méthodologie	21
Annexe II : Experts consultés	22
Annexe III : Ouvrages recommandés	22
Annexe IV : <i>Imagineland</i> : données statistiques clés	23



Quel avenir pour les gens qui vivent de l'agriculture itinérante dans ce village au nord de la République Démocratique Populaire Lao?
(Photo : Cornelia Hett, CDE, 2009)

InfoResources Trends compile des évaluations personnelles de changements prévisibles exprimées par des experts des milieux politiques et scientifiques, d'agences de coopération et d'ONG du monde entier.

Il est publié en français, anglais et espagnol; la publication est gratuite et peut être commandée en format PDF ou sous forme de brochure à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est composé des trois institutions suisses : Intercooperation (IC-HO), Info Service CDE et InfoAgrar / SHL, en collaboration avec leurs partenaires IC Inde / Bangladesh / Mali / Andes, CETRAD (Kenya) et SIMAS (Nicaragua).

Équipe d'auteurs :

Susanne Wymann von Dach, Andreas Kläy, Patrick Sieber, Rupa Mukerji et Hans Schaltenbrand.

Avec des contributions des Falguni Guharay, Boniface P. Kiteme, Ruth Wenger et Fani Kakridi Enz.

Traduction au français:

Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page:

Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression: Schlaefli & Maurer AG

Contact :

InfoResources

Länggasse 85

3052 Zollikofen

Tel: +41 31 910 21 91

Fax: +41 31 910 21 54

info@inforesources.ch

www.inforesources.ch

© InfoResources

Berne, Suisse, Octobre, 2009



InfoResources est financé par :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Imagineland revisité

Changement de contexte et orientation stratégique

En 2005, *InfoResources* avait mené une évaluation des tendances. Huit experts internationaux renommés avaient été priés de donner leur avis sur les développements escomptés dans les domaines « ressources naturelles » (RN) et « pauvreté » dans les pays les moins avancés (PMA) à l'horizon de 2025. Le but était d'obtenir une vue d'ensemble des défis à relever dans ces deux domaines au niveau national, et d'élaborer des recommandations à l'attention des décideurs et des stratèges. La vision du développement était alors fortement influencée par la pensée néolibérale. Les pays en développement connaissaient un essor économique remarquable, avec des taux de croissance de 5,5 % pour les pays africains et de 6 à 7 % pour les pays asiatiques. Le nombre de personnes touchées par la famine était de l'ordre de 840 millions. Il existait encore un faible espoir d'atteindre le premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) jusqu'en 2015, malgré les conclusions pessimistes de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire. Les Documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté étaient considérés comme un instrument important à cet effet.

Au cours de ces dernières années, les pays en développement se sont vus confrontés à des changements hautement dynamiques qui ont affecté la base de leurs ressources naturelles et leur potentiel de développement. Les stratégies de mitigation du changement climatique ont généré de nouveaux marchés. La surchauffe de l'économie globale et la demande accrue dans les pays émergents se sont soldées par une raréfaction des ressources. Les prix des aliments et de l'énergie ont flambé en même temps qu'une grave crise financière s'amorçait. Depuis mi-2008, le monde connaît une récession qui touche tout particulièrement les pays les moins avancés. On escompte qu'à ce jour, plus d'un (1) milliard de personnes sont touchées par la faim.

Parallèlement, des accords internationaux cruciaux sont en passe d'être modifiés en profondeur : le Protocole de Kyoto arrive à échéance et le champ d'application de l'accord relais doit être redéfini ; les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont en train d'expirer sans tambour ni trompette ; les initiatives d'harmonisation comme la Déclaration de Paris se trouvent de plus en plus en porte-à-faux avec des intérêts nationaux. Bref, la dynamique du changement socio-économique et institutionnel a connu une accélération sans précédent.

L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, le Rapport IPCC de 2007, celui de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) et bien d'autres études globales et régionales encore ont mis en évidence un urgent besoin de réorientation. Pour répondre à cette nécessité et développer des stratégies idoines, les décideurs et les stratèges – tant au niveau des institutions gouvernementales qu'à celui des agences internationales de coopération – doivent anticiper les tendances à moyen terme dans le domaine des ressources naturelles et dans le contexte socio-économique. Néanmoins, le travail de tous les jours, axé sur des questions sectorielles et ponctuelles, les empêche le plus souvent de mener une réflexion de fond sur les développements moyen et à long terme.

Dégradation des ressources naturelles – Implications pour le développement : InfoResources Trends 2005
www.inforesources.ch/pdf/trends_2005_f.pdf

Situation et perspectives de l'économie mondiale
www.un.org/esa/policy/wess/wesp2006files/es_2006_french.pdf

Développement récent du nombre de personnes souffrant de la faim en tant qu'indicateur de la pauvreté

Période	Nombre de personnes
1990–92	843 millions
2003–05	848 millions
2007	923 millions
2009	1.020 milliard (escompté)

Undernourishment around the world
[ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0291e/i0291e02.pdf](http://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0291e/i0291e02.pdf)
1.02 billion people hungry, FAO News
www.fao.org/news/story/en/item/20568/icode/

Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 2005
www.millenniumassessment.org/fr/index.aspx

International Panel on Climate Change (IPCC) Report, 2007
www.ipcc.ch/publications_and_data/publications_and_data_reports.htm

Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD), 2009
www.islandpress.org/iaastd

Pour une description plus détaillée de la méthodologie : annexe I, p. 21

Pour une description plus détaillée d'Imagineland, voir annexe IV, p. 23

Profil des experts : annexe II, p. 22

« À mon avis, la méthodologie employée peut convenir pour ce type d'évaluation rapide, mais elle ne traite que les dynamiques. Il manque une analyse de la situation actuelle en matière d'environnement et de développement, situation qui varie considérablement d'un pays à un autre. Mener une réflexion sur un pays « moyen » comme Imagineland, sans tenir compte de la diversité entre pays, est un exercice difficile ».
Hans Hurni

Approche de la réévaluation

Demander à des experts d'identifier des tendances sur la base de leurs connaissances et expériences est une méthode prouvée. Étant donné la complexité des interactions entre les êtres humains et les écosystèmes, il est toutefois impossible de faire des pronostics à cent pour cent fiables quant à l'avenir de la planète. Les évaluations de tendances sont toujours marquées d'incertitudes et fondées sur des paradigmes et des valeurs. Elles doivent donc être revues et corrigées à intervalle régulier. Aujourd'hui, quatre ans après la première évaluation et compte tenu des changements récents dans le contexte du développement, une relecture critique de l'évaluation d'*InfoResources Trends 2005* nous paraît tant utile qu'opportune.

Aspects de la méthodologie

- Comme en 2005, le pays fictif *Imagineland* sert de référence. Représentant type du groupe des PMA, *Imagineland* est caractérisé par une économie rurale où l'agriculture de subsistance domine, mais doit faire face à la concurrence accrue de la production agricole de rente. Politiquement, le pays est une démocratie faible. Ses régions rurales connaissent une forte croissance démographique ; près de 35 % de la population rurale est pauvre. Le niveau de formation est généralement bas et le système de santé peu développé. Le pays compte encore une assez grande biodiversité, même si de nombreuses espèces sont menacées à cause de l'exploitation intensive des terres. Les conflits pour l'accès à l'eau se multiplient.
 - L'utilisation d'un pays de référence a permis de mettre en exergue des tendances générales et empêché que la discussion ne se focalise sur des spécificités régionales et contextuelles. Par contre, dans certains cas, des facteurs importants pour le développement de pays individuels risquent d'être négligés.
 - Par rapport à 2005, une sélection plus représentative des experts en termes de genre et d'origine (sud et nord) a été visée en 2009. Toutefois, pour favoriser une comparaison cohérente avec l'évaluation de 2005, la moitié des experts consultés en 2005 ont été conviés à participer une nouvelle fois.
 - Dans deux séries subséquentes d'interviews menées par courrier électronique, les experts ont été invités à s'exprimer sur la probabilité d'un certain nombre de changements majeurs et subtils, ainsi que sur les effets de ces changements sur les ressources naturelles, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Sur la base des réponses, l'équipe d'*InfoResources* a élaboré trois hypothèses quant à une réorientation stratégique possible. Dans une troisième interview, elle a demandé aux experts d'exprimer leur opinion sur ces hypothèses et de formuler des recommandations.
- Cette deuxième évaluation ne prétend pas être exhaustive, ni scientifique. En tant que synthèse des pronostics et avis des experts, elle veut donner matière à réflexion et fournir aux acteurs concernés, stratèges et décideurs, des informations utiles au sujet des conditions générales et des défis que les PMA connaîtront probablement en 2025.

Conclusions de l'évaluation de 2005

Partant de l'hypothèse qu'il n'y aurait pas de changement radical jusqu'en 2025, les experts avaient pronostiqué en 2005 que la forte croissance démographique et la dépendance vis-à-vis de l'agriculture (60 %) seraient les principaux facteurs d'influence sur le développement d'*Imagineland* en ce qui concerne les ressources naturelles et la pauvreté. Ils avaient en outre estimé que le tempo et la nature du développement industriel et urbain allaient jouer un rôle crucial : une croissance industrielle rapide renforcerait la pression sur l'environnement, et la pression de l'agriculture sur les ressources naturelles augmenterait jusqu'à ce que le pays réussisse à réaliser des revenus suffisants en dehors de l'agriculture. Dans l'ensemble, la pauvreté allait demeurer répandue.

En 2005, les experts avaient prédit que, jusqu'en 2025, les obstacles au développement ne résulteraient pas de la pénurie d'une seule ressource, mais de la pression accrue sur les écosystèmes. Ils escomptaient que les domaines à potentiel moyen seraient le plus affectés par la dégradation des ressources naturelles. Si leurs avis divergeaient sur l'impact du changement climatique, ils étaient unanimes concernant l'importance déterminante de la capacité d'adaptation.

Les investissements dans une gestion plus durable des ressources naturelles (GRN) avaient été qualifiés d'insuffisants en ce temps-là. Comme mesures les plus prometteuses pour diminuer la pression sur les ressources naturelles, les experts avaient mentionné la réforme des institutions locales, l'amélioration de la crédibilité (*accountability*) des gouvernements, ainsi que le renforcement des capacités des délégations des PMA dans les organes internationaux.

*Dégradation des ressources naturelles –
Implications pour le développement:
InfoResources Trends 2005
www.inforesources.ch/pdf/trends_2005_f.pdf*

Évolution jusqu'en 2025

Tendances dans les ressources naturelles

Changement	Probabilité de changement jusqu'en 2025	Impact sur la réduction de la pauvreté	Impact sur les ressources naturelles
Le rétrécissement des surfaces arables, dû à la dégradation du sol et de l'eau, est devenu une menace pour les moyens d'existence	Fortement à très fortement probable	--	n é
Les aléas climatiques ont augmenté de manière dramatique		--	--
La perte en biodiversité a affecté les options de la population de subsister à son maintien (avis divergents sur la probabilité)		--	n é
La pénurie d'énergie a atteint la même ampleur que la pénurie d'eau (avis divergents sur la probabilité)		--	--
Les épizooties et les maladies des plantes se répandent		n é	n é
Des pêcheries principales sont en faillite	Probable	n é	n é

Clé pour la lecture du tableau :

Probabilité qu'un changement donné se concrétise dans Imagineland d'ici à 2025 :
bleu foncé = très probable,
blanc = très peu probable.

Impact d'un changement donné sur la réduction de la pauvreté et les ressources naturelles :

++ très positif; + positif

-- très négatif; - négatif

() avis divergents
(les avis de 2 experts ou plus)

n é non évalué

Les résultats ne sont pas significatifs sur le plan statistique.

« Le changement climatique va s'accélérer et enverra une deuxième série d'ondes de choc régionales autour de la planète dès 2020 ou 2025. Il en résultera d'abord une pénurie d'eau, suivie de la montée du niveau des océans, et la circulation en Atlantique nord pourrait s'en trouver affectée ».
Othmar Schwank

« La diminution de la biodiversité est un euphémisme pour décrire l'extinction imminente d'un grand nombre d'espèces ».
Janice Jiggins

Les experts sont unanimes : les ressources naturelles d'Imagineland (terres, sol, eau, biodiversité) continueront de se dégrader jusqu'au point où les conditions d'existence seront en péril et où un nombre croissant d'agro-écosystèmes producteurs d'aliments s'effondreront. Les effets conjugués de l'industrialisation de l'agriculture, de la concurrence accrue entre production alimentaire et production de biocarburants, des comportements de consommation non durables dans les pays en développement et de la hausse de la fréquence des aléas climatiques mèneront à une dégradation grave des ressources naturelles.

- **Le changement climatique** : les experts ne doutent pas qu'il aura un impact grandissant et deviendra alarmant dès 2050 mais – espèrent-ils – pas avant 2025. Les pays pauvres en pâtiront de manière disproportionnée.
- **La perte de biodiversité** : les gouvernements négligent souvent ce processus subtil et continu, absorbés qu'ils sont par des problèmes apparemment plus urgents comme la pression démographique ou les crises alimentaires. Les experts craignent que le prix à payer pour cette négligence ne soit exorbitant à long terme, lorsque la dégradation des écosystèmes se traduira par le déficit de leurs services avec, au final, des effets graves sur les moyens d'existence.
- **La pénurie d'énergie** : due à la moindre disponibilité de combustibles fossiles, cette pénurie dynamisera la demande d'autres énergies, notamment de bioénergies, ce qui va à son tour augmenter la pression sur les sols, les forêts et les ressources hydriques.
- **La propagation d'épizooties** : les épizooties vont augmenter dû à l'essor de la production industrielle de viande (qui ne devrait toutefois pas dominer,

faute de fourrage et de moyens financiers). Parallèlement, la capacité de réagir de manière adéquate aux maladies augmentera elle aussi.

- **L'effondrement de la pêche :** les experts relèvent que le mal est déjà fait en maints endroits du globe. À moins de mesures rigoureuses, comme la restriction ou l'interdiction de méthodes de pêche gaspilleuse, la situation se détériorera encore.

**Dégradation des ressources naturelles :
un obstacle majeur à la réduction de la pauvreté**

Le constat ne surprend pas : l'évaluation donne un argument de poids à l'idée que la réduction de la pauvreté est étroitement liée à la gestion des ressources naturelles (GRN) dans les pays en développement à caractère essentiellement agricole comme *Imagineland*. L'actuelle dégradation des ressources naturelles augmente la vulnérabilité de la population. Dans ce type de contexte, réduire la pauvreté est possible seulement si la dégradation des ressources naturelles est stoppée et si celles-ci sont gérées de manière durable.

Des implications importantes pour la sécurité alimentaire

Combinée à une perte de biodiversité, la diminution des terres arables due à la dégradation des sols et de l'eau aura un effet négatif sur la sécurité alimentaire, à moins que d'autres possibilités de subvenir aux besoins vitaux ne soient trouvées et exploitées. La disparition d'espèces animales et végétales réduit les services écosystémiques et rétrécit la base de la sécurité alimentaire, augmentant ainsi la vulnérabilité au changement climatique, aux maladies et aux fléaux.

La pénurie d'énergie occasionnera une hausse des coûts et aura donc, elle aussi, des effets négatifs sur la sécurité alimentaire. En effet, les gens devront consacrer une part toujours plus importante de leur revenu et de leur travail pour se procurer l'énergie nécessaire, sans compter que l'acheminement des produits vers les marchés s'en trouvera entravé. Finalement, selon quelques experts, la sécurité alimentaire sera sans doute également compromise par des tensions géopolitiques.

« Les conflits humains et les risques d'événements météorologiques extrêmes seront devenus plus fréquents, avec des incidences locales mais croissantes ».
William Jackson

« L'amenuisement du socle de la sécurité alimentaire qui résultera de cette évolution aura des implications sur la vulnérabilité aux aléas climatiques, aux épizooties, aux maladies des plantes et aux fléaux ».
Margret Ngigi

Clé pour la lecture du tableau :

Probabilité qu'un changement donné se concrétise dans Imagineland d'ici à 2025 :
bleu foncé = très probable,
blanc = très peu probable.

Impact d'un changement donné sur la réduction de la pauvreté et les ressources naturelles :

++ très positif; + positif

-- très négatif; - négatif

() avis divergents
(les avis de 2 experts ou plus)

n é non évalué

Les résultats ne sont pas significatifs sur le plan statistique.

« L'agriculture sera redevenue une activité centrale d'utilisation du sol, fournissant de multiples services à la société ».
Hans Hurni

Tendances dans l'utilisation du sol

Changement	Probabilité d'un changement jusqu'en 2025	Impact sur la réduction de la pauvreté	Impact sur les ressources naturelles
L'agriculture à petite échelle demeure prédominante (avis divergents sur la probabilité)		- (+)	- (+)
La mitigation du changement climatique dans le secteur de l'exploitation du sol est devenue un service important (avis divergents sur la probabilité)	Probable	+	+
Les modes d'exploitation du sol à utilisation efficiente des ressources se sont répandus		+	++
Les cultures d'OGM sont devenues monnaie courante		- (+)	--
La production de cheptel et de viande a atteint un niveau d'industrialisation élevé		n é	n é
Les biocarburants sont devenus une culture de rente majeure		n é	n é
L'agriculture à l'échelle industrielle a fortement augmenté, des terres agricoles ont été regroupées (avis divergents sur la probabilité)	Peu probable	--	--

De manière générale, les experts pensent que l'agriculture regagnera ses lettres de noblesse en tant qu'activité fournissant de nombreux services à la société.

En ce qui concerne l'utilisation du sol, les experts n'ont pas identifié de tendances aussi claires que pour l'avenir des ressources naturelles.

- Une majorité d'experts estime que **l'agriculture à petite échelle** demeurera la forme d'agriculture la plus répandue en 2025 dans des pays comme *Imagineland*, et représentera la principale source de revenus de la plupart des gens pauvres. Les tendances à une industrialisation à plus large échelle de l'agriculture et de l'élevage, même si on les observe dans certaines parties du monde, ne seront pas dominantes. Au contraire, l'un des experts est de l'avis que la hausse des prix de l'énergie va se solder d'ici à 2015 par une reconversion de l'agriculture industrielle à une agriculture à petite échelle.
- **L'exploitation du sol selon utilisation efficiente des ressources** sera moins le fait d'une stratégie proactive globale qu'une question de nécessité, à cause de la hausse des prix de l'énergie et de la pénurie d'eau. Des crises alimentaires dans les années 2010 à 2020 – pronostic d'un des experts – pourraient stimuler la transition vers des façons culturales plus durables (aussi en termes de contenu de carbone dans le sol). Si les experts ont des avis divergents sur la question, ils s'attendent à ce que l'utilisation du sol soit reconnue comme un élément crucial de lutte contre le changement climatique dans l'accord international qui devra être conclu à Copenhague en décembre 2009. La moitié des experts pense que la **mitigation du changement climatique** dans le domaine de l'utilisation du sol deviendra à terme un service important, mais ils doutent fort que cela sera le cas avant 2025.

- L'hypothèse d'une **généralisation de cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM)** a été taxée de légèrement moins probable en raison de la forte dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance. Même si les OGM pouvaient être cultivés à plus large échelle au début de la période considérée, les experts pensent que les paysans en reviendront finalement aux semences traditionnelles parce que les OGM s'adaptent moins bien au changement climatique.
- Les cultures de plantes pour la **production de biocarburants** vont se répandre, même si ce développement n'est souhaitable ni du point de vue social, ni du point de vue environnemental. Toujours est-il que ledit développement se limitera à une compensation entre production de rente et production alimentaire au niveau des ménages.

Cadre institutionnel : l'orientation pro-pauvres est décisive

Les avis concernant l'impact des tendances évoquées sur la réduction de la pauvreté varient considérablement, à l'exception de l'impact très négatif que tous les experts attribuent à l'industrialisation de l'agriculture. Des mécanismes de paiement pour des services de mitigation ne pourront avoir d'effets positifs que s'ils sont accessibles aux paysans pauvres et que les droits correspondants (accès aux terres, à l'eau, etc.) sont respectés. La culture d'OGM ne contribuera guère à réduire la pauvreté, à moins que les monopoles des groupes internationaux d'agrobusiness soient transformés en arrangements plus équitables.

Agriculture à petite échelle :

une clé de la gestion durable des ressources naturelles

Les experts sont d'accord sur le fait que la culture d'OGM et l'industrialisation de l'agriculture auront des conséquences très négatives sur les écosystèmes, alors que l'impact de la « petite » agriculture dépendra fortement de comment les paysans gèrent les ressources naturelles. Intégrée dans un cadre adéquat avec des incitations appropriées, cette forme d'agriculture peut jouer un rôle clé dans la réalisation de l'objectif d'une gestion des sols durable et efficiente du point de vue des ressources.

Emploi efficace des ressources : une contribution à la sécurité alimentaire

L'emploi parcimonieux des ressources ne suffit pas à lui seul à améliorer la sécurité alimentaire. L'approvisionnement en nourriture demeurera précaire à cause de la faiblesse des revenus, du flou régnant dans le domaine des droits fonciers, ainsi que de l'accès limité au marché pour l'achat d'intrants et la vente de produits. Une utilisation du sol à l'échelle industrielle va réduire la diversité des produits agricoles et marginaliser les petits paysans, ce qui menacera la sécurité alimentaire dans les régions rurales. Sans compter qu'il faudra en même temps assurer l'approvisionnement en nourriture de la population urbaine.

« Même si les plantes génétiquement modifiées seront devenues courantes, je ne pense pas que les effets soient plutôt positifs en termes de réduction de la pauvreté. Les principaux OGM sont des produits commerciaux, et non pas la nourriture de base des gens pauvres ».
Michelle Chauvet

Clé pour la lecture du tableau :

Probabilité qu'un changement donné se concrétise dans Imagineland d'ici à 2025 :
bleu foncé = très probable,
blanc = très peu probable.

Impact d'un changement donné sur la réduction de la pauvreté et les ressources naturelles :

++ très positif; + positif

-- très négatif; - négatif

() avis divergents
(les avis de 2 experts ou plus)

n é non évalué

Les résultats ne sont pas significatifs sur le plan statistique.

« Avec la sensibilisation accrue de la population aux questions de protection de l'environnement et de santé, les marchés des produits agricoles seront davantage portés par la demande des consommateurs que par l'offre ».
Margret Ngiigi

Tendances au niveau de la société

Changement	Probabilité d'un changement jusqu'en 2025	Impact sur la réduction de la pauvreté	Impact sur les ressources naturelles
Les flux migratoires vers les centres économiques ont augmenté	Fort probable	(+) –	(+) –
Les mégapoles font face à de graves crises sociales induites par les crises alimentaires		n é	n é
Le taux de natalité et la croissance démographique sont en recul		+	+
L'accès des pauvres à l'information sur la GRN et l'agriculture s'est amélioré grâce aux TIC (avis divergents sur la probabilité)		+	+
Le taux de scolarisation primaire des filles et des garçons a augmenté (réalisation de l'OMD correspondant)	Probable	+	+
La santé de la population rurale s'est notablement améliorée		++	++
Le vaccin contre le VIH/sida porte ses fruits		++	+
Le reflux des migrants des mégapoles vers les régions rurales a débuté		n é	n é
Le système démocratique décentralisé est devenu pleinement opérationnel (avis divergents sur la probabilité)		++	++
Les modèles de consommation dans les pays développés sont davantage orientés vers la durabilité		+	++
La stabilité institutionnelle et la réforme agraire garantissent un accès équitable à la terre, également pour les femmes	Peu à très peu probable	++	+

D'après les réponses des experts, il est assez probable que certains développements positifs et améliorations en cours dans le domaine social, comme la réduction du taux de natalité et le progrès en matière d'éducation et de scolarisation (primaire), se poursuivront. On ne peut que s'en réjouir. Notons que la concrétisation des tendances sociales dont les experts attendent des effets positifs importants, aussi bien pour les ressources naturelles que pour la réduction de la pauvreté, est considérée comme peu probable avant 2025.

- Les experts pensent que le **mouvement migratoire des campagnes vers les villes** va se poursuivre et s'amplifier. Mais ils prédisent aussi un mouvement de reflux concomitant des mégapoles vers les régions rurales, dû à la multiplication des **crises sociales urbaines** et au fait que les centres urbains seront de moins en moins aptes à répondre au rêve d'une vie meilleure.

- Ils ont bon espoir que les tendances actuelles au **recul des naissances et à une moindre croissance démographique** se poursuivront. Ils escomptent aussi une **amélioration sensible de la santé de la population rurale** dans les années à venir, grâce aux progrès médicaux et à de nouvelles options thérapeutiques, à commencer par **un vaccin efficace contre le VIH/sida**. Mais la plupart de ces développements positifs ne devraient se vérifier qu'après 2025.
- L'impact d'une **décentralisation des structures démocratiques** a été qualifié de très positif en termes de GRN, mais les experts doutent que ce développement se matérialise avant longtemps. Ils ont mis en exergue l'importance du plus grand sentiment de « propriété » (*ownership*) induit par la délégation de compétences politiques au niveau local, qui encourage les gens à investir dans des approches novatrices. La probabilité d'une **stabilisation institutionnelle**, pourtant indispensable à une réforme en profondeur et à un accès plus équitable aux ressources terriennes, est taxée de faible.
- Des **modes de consommation** répondant aux critères du développement durable dans les pays développés influeraient positivement sur l'avenir des ressources naturelles ; mais ce n'est pas demain qu'ils s'imposeront.

Amélioration des revenus grâce à un niveau de formation plus élevé

La croissance démographique continuera de diminuer dans les prochaines années, avec un effet globalement positif sur la réduction de la pauvreté. Cet effet positif sera toutefois en partie annulé par les développements négatifs dans les centres urbains. Les avancées dans les domaines de l'éducation/formation contribueront à améliorer la productivité et à relever, dans plusieurs cas, le niveau des revenus.

Moindre pression sur les ressources naturelles

La moindre croissance démographique et le flux migratoire campagne-villes devraient réduire notablement la pression sur les ressources naturelles. Il est également attendu que la délégation de compétences de gestion au niveau local, qui, comme nous l'avons vu plus haut, génère chez les gens locaux un sentiment accru de propriété et de responsabilité à l'égard de leur développement (*ownership*), ainsi que l'accès plus aisé à l'information sur les bonnes pratiques, devraient avoir un effet marquant en termes de GRN plus durable. Cette évolution positive devrait toutefois être partiellement compromise par la pression économique de tirer un maximum (de profit) de chaque mètre carré de terre.

Diminution des problèmes alimentaires avec une population en meilleure santé

Une amélioration de la santé de la population pauvre augmentera la force de travail au niveau des ménages, avec un impact positif sur la sécurité alimentaire dans les régions rurales. Le changement des modes de consommation dans les pays en développement pourrait avoir un impact important sur la sécurité alimentaire dans les régions défavorisées (cultures vivrières plutôt que cultures fourragères pour la production de viande), mais la probabilité d'une telle évolution est taxée de plutôt faible.

« L'efficacité des vaccins contre le VIH/sida, freinera l'érosion des compétences humaines par la perte de personnes qualifiées ».
Margret Ngiigi

« Pratiquement partout désormais, même dans les Etats fortement centralisés, on reconnaît la nécessité d'impliquer tous les acteurs dans les efforts de mitigation du changement climatique et de gestion des ressources naturelles ».
Janice Jiggins

Clé pour la lecture du tableau :

Probabilité qu'un changement donné se concrétise dans Imagineland d'ici à 2025 :
bleu foncé = très probable,
blanc = très peu probable.

Impact d'un changement donné sur la réduction de la pauvreté et les ressources naturelles :

++ très positif; + positif

-- très négatif; - négatif

() avis divergents
(les avis de 2 experts ou plus)

n é non évalué

Les résultats ne sont pas significatifs sur le plan statistique.

« Les prix élevés des produits de base pourraient avoir pour effet une surexploitation des ressources, mais aussi encourager de nouveaux modes de vie axés sur le développement durable ».
Othmar Schwank

Tendances économiques

Changement	Probabilité d'un changement jusqu'en 2025	Impact sur la réduction de la pauvreté	Impact sur les ressources naturelles
Les prix des produits de base ont considérablement augmenté	Fort probable	--	-
De nouveaux marchés pour services environnementaux se sont établis (avis divergents sur la probabilité)		+	+ (+)
Le New Green Deal a été concrétisé (avis divergents sur la probabilité)	Probable	+	+
Les investissements importants dans l'exploitation du sol et d'autres ressources par des acteurs externes dominant		-	--
Le prix du pétrole a quintuplé		--	- (-)
Les économies rurales se sont diversifiées		+	++
Les services d'approvisionnement en eau et en électricité ont été privatisés		- (+)	- (+)
L'économie néolibérale globale a repris		- (+)	- (+)
Le principe du « pollueur payeur » est en vigueur (avis divergents sur la probabilité)		+	+ (+)
Le commerce agricole est entièrement libéralisé	Peu à très peu probable	(+) -	--

Si les experts ont des avis très différents sur la conception du futur système économique, ils sont unanimes à penser que des adaptations majeures du modèle néolibéral actuel sont inévitables. Selon eux, l'économie continuera de se diversifier dans les prochaines années, comme conséquence directe des problèmes globaux récents.

De manière générale, les opinions au sujet des changements probables et de leurs répercussions sur les ressources naturelles et la pauvreté divergent nettement plus dans le domaine de l'économie que dans les autres domaines. Ces divergences reflètent sans doute l'origine et le bagage différents des experts, avec des systèmes de valeurs correspondants. Jusqu'à un certain point, elles s'expliquent également par le fait que les tendances proposées permettent une interprétation large.

- Les **prix des produits de base** prendront l'ascenseur dans les années à venir, tout spécialement ceux des produits agricoles et des énergies non renouvelables. Ainsi, l'hypothèse d'une augmentation de 500 % du prix du pétrole d'ici à 2025 est taxée de réaliste. Il existe une faible chance que cette flambée des prix de l'énergie induise une « régionalisation » de la production et de la consommation, ce qui pourrait créer des moyens d'existence durables pour les communautés locales.
- Pour les experts, il est fort probable que des **marchés pour services environnementaux** et des mécanismes à caractère commercial s'établissent pour compenser financièrement les externalités négatives. S'ils escomptent qu'une forme de **New Green Deal** se réalisera pendant la période étudiée,

les experts sont moins optimistes quant à la mise en vigueur prochaine du **principe du pollueur payeur**. Le sondage a mis en évidence une différence intéressante de perception entre les experts du nord et ceux du sud : les premiers attribuent généralement une importance plus grande à des mécanismes de compensation globaux, alors que les deuxièmes se préoccupent davantage de savoir si les segments pauvres de la population profiteront réellement des retombées positives attendues de tels mécanismes.

- Les chances d'une reprise de l'**économie néolibérale globale** sont considérées comme très minces. Partant des tentatives récentes de plusieurs gouvernements de protéger leur marché national pour s'assurer une certaine possibilité d'influence vis-à-vis de la crise économique, les experts estiment que la **libéralisation des produits agricoles** ne se poursuivra pas ces prochaines années. Selon leurs pronostics, la faiblesse des budgets publics accroîtra la tendance vers la **privatisation** de la fourniture de services dans des domaines comme l'**eau et l'électricité**. Pour ce qui est des **investissements importants d'acteurs étrangers** dans les terres et autres ressources, on s'attend à ce que cette tendance se poursuive, vu les conditions économiques actuelles. L'adaptation des stratégies économiques devrait déboucher sur une plus grande **diversification des économies rurales**.

Des coûts en hausse : fardeau et opportunité pour les pauvres

L'envol prévu des prix des produits de base devrait avoir un impact négatif sur la pauvreté, parce qu'il renforcera la pression sur les moyens d'existence. En même temps, cette hausse des prix et l'accroissement du commerce régional et local peut offrir de nouvelles opportunités de revenus et poser ainsi des fondements solides pour un avenir durable dans les campagnes. Si des mécanismes adéquats pour rémunérer les services environnementaux sont extrêmement difficiles à mettre en place, les experts considèrent qu'ils deviendront primordiaux pour lutter contre la pauvreté. Même réflexion concernant la conclusion d'un éventuel New Green Deal. On s'attend à ce que la situation économique s'améliore dans le sillage de la diversification des économies rurales, ce qui va augmenter les possibilités de revenus pour les ménages ruraux et soutenir le commerce rural.

Des effets mitigés sur les ressources naturelles

L'objectif en même tant que le besoin de tirer un profit économique maximal de ressources limitées va augmenter la pression sur les ressources naturelles restantes. Mais l'adaptation éventuelle des conceptions commerciales globales à cette évolution présente également des aspects positifs, comme la régionalisation des systèmes commerciaux et la valorisation économique des services écosystémiques dont les gains pourront être investis dans la protection durable des ressources naturelles.

Savoir traditionnel en perte : une menace pour la sécurité alimentaire

L'augmentation des prix, de l'énergie surtout, aura probablement un impact considérable sur la sécurité alimentaire, dès lors qu'elle va relever tant les coûts de la production que ceux de la distribution de nourriture. Certains experts pensent que les investissements étrangers dans la terre amélioreront la disponibilité globale de nourriture. D'un autre côté, la perte du savoir indigène et des formes culturelles traditionnelles devrait à long terme compromettre la sécurité alimentaire. Cette tendance pourrait être en partie compensée par la plus grande diversification des économies rurales, qui réduirait les risques associés à des pratiques comme les monocultures.

« Le savoir indigène et les formes traditionnelles d'exploitation des terres sont perdus – cette évolution compromet la sécurité alimentaire des pauvres ».
Bao Huy

Différences par rapport à l'évaluation de 2005

Les résultats des deux premières séries d'interviews menées en 2009 révèlent des changements assez nets par rapport à l'évaluation de 2005. Si les experts identifient plusieurs tendances prometteuses à impact positif sur les ressources naturelles, notamment dans le domaine social, ils estiment qu'elles ne suffiront pas à contenir la grave dégradation des écosystèmes, et encore moins à renverser la tendance.

En 2005, la dégradation des ressources naturelles avait déjà été considérée comme le premier facteur d'influence pour la situation d'*Imagineland* en 2025. Aujourd'hui, en 2009, la multiplication des aléas climatiques et la raréfaction des sources d'énergie – induisant déforestation et concurrence grandissante entre production de biocarburants et production vivrière – sont considérées comme des tendances clés, ayant un impact négatif décisif sur la réduction de la pauvreté et les ressources naturelles.

L'importance de l'agriculture à petite échelle pour le développement durable dans des pays comme *Imagineland* a été jugée bien plus positivement en 2009 qu'en 2005, lorsque les experts y voyaient surtout une source de pression sur les ressources naturelles. L'attente que de nouveaux mécanismes soient créés au cours de ces prochaines années (par ex. dans la mitigation du changement climatique), et admettant que ces mécanismes seront probants, semble contribuer à cette évaluation plus optimiste. La probabilité d'une généralisation des OGM d'ici à 2025 est évaluée de manière nettement plus critique en 2009 qu'en 2005.

Comme en 2005, les experts estiment que la décentralisation des structures étatiques est le moyen le plus efficace pour améliorer la situation des ressources naturelles. Toutefois, en dépit des efforts considérables fournis au niveau international pour faire avancer ce processus, les experts sont aujourd'hui bien plus sceptiques quant à la réalisation de progrès concrets. Une évaluation d'autant plus frappante que ledit processus a été considéré comme ayant l'impact le plus positif, aussi bien pour les ressources naturelles que pour la réduction de la pauvreté (rurale). Avis plus pessimiste également en ce qui concerne la stabilité institutionnelle et les réformes agraires, deux facteurs primordiaux pour un accès équitable aux terres (notamment pour les femmes) : la probabilité de leur réalisation en 2025 a été taxée de peu à très peu probable.

Par rapport à 2005, les experts estiment aujourd'hui une plus grande probabilité que des marchés pour services environnementaux s'établissent dans les années à venir. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la pression sur les ressources naturelles continue d'augmenter et que la compensation desdits services est davantage reconnue comme un moyen de briser le cercle vicieux. La question-clé demeure de savoir si les pauvres profiteront de ces mécanismes.

« Il est capital de donner aux petits paysans les incitations et capacités utiles pour s'orienter vers une agriculture commerciale plus rentable. L'agro-industrie doit bénéficier de bonnes conditions-cadre pour encourager les investissements privés dans les régions rurales. Cela présuppose la combinaison de politiques appropriées (régime commercial libéral, des droits clairs en matière de propriété et d'accès aux ressources terre et eau, une fiscalité relativement avantageuse pour les entreprises) et des investissements publics dans ces régions (infrastructures, recherche, vulgarisation) ».

John Nash, Banque mondiale
InfoResources Trends 2005
www.inforesources.ch/pdf/trends_2005_f.pdf

« Il faudrait tester des structures institutionnelles plus favorables aux femmes et aux groupes marginalisés, et réformer la culture bureaucratique afin qu'elle soit plus réceptive aux retours d'information, et flexible plutôt que directive ».

Carol Colfer, CIFOR,
InfoResources Trends 2005
www.inforesources.ch/pdf/trends_2005_f.pdf

Une réorientation nécessaire dans trois domaines

Les réponses des experts sur les tendances de changements probables ont soulevé la question de savoir quel changement de cap opérer pour contrer les développements négatifs. L'équipe d'InfoResources a échafaudé trois hypothèses à cet égard. Dans une troisième et dernière interview, les experts ont été invités à discuter ces hypothèses, à recommander des changements adéquats aux niveaux international et national et à commenter les implications pour la coopération internationale.

Investir dans le développement d'institutions décentralisées responsables

Hypothèse: *Le seul moyen d'arriver à une gestion durable des ressources naturelles avec des effets positifs sur la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire est d'investir davantage dans la mise en place d'institutions décentralisées et démocratiques efficaces.*

Vu que les ressources naturelles continuent de se dégrader, les experts préconisent d'investir dans le développement d'institutions à tous les niveaux, afin de favoriser des prises de décisions cohérentes et adaptées aux réalités contextuelles. Néanmoins, ils pensent que cela ne suffit pas. Un besoin d'action supplémentaire a été détecté dans le domaine des technologies – recherche, éducation et développement de compétences. Par ailleurs, les experts ont évoqué le besoin d'une réforme financière, anticipant ainsi la deuxième hypothèse (p. 16).

De manière générale, les réponses des experts dénotent l'importance d'une compréhension nuancée de la notion de « décentralisation ». Même si plusieurs gouvernements démocratiques ont récemment mis en œuvre avec succès des mesures de lutte contre la pauvreté, et partant, atteint une plus grande stabilité politique, la décentralisation n'est pas per se l'apanage de la démocratie. Des systèmes non démocratiques peuvent tout aussi bien décentraliser leurs structures, prendre des décisions en phase avec les contextes locaux et mettre en œuvre des mesures efficaces. L'important est que le processus de décentralisation intègre le développement d'institutions efficaces et crédibles et qu'il reconnaisse les droits de propriété des gens, qu'il s'agisse de propriété matérielle (par ex. des terres) ou intellectuelle. À défaut, les efforts de décentralisation risquent d'être court-circuités par les élites, et les intérêts des minorités ignorés par la majorité.

Une analyse institutionnelle est donc nécessaire pour bien comprendre les questions de gouvernance.

Promouvoir la décentralisation : politiques au niveau international

Pour appuyer les efforts de décentralisation, il faut des politiques internationales qui reconnaissent le droit des personnes et des communautés (indigènes) de tirer profit de leurs ressources, aussi au travers de mécanismes de compensation correspondants. Priver les gens de ces droits peut induire des externalités environnementales susceptibles de menacer la stabilité sociale et politique. Il convient donc de modifier les régimes actuels de la propriété intellectuelle qui favorisent le contrôle par les entreprises et font obstacle aux innovations locales. Cette mesure est particulièrement importante en rapport avec l'adaptation au changement climatique, dès lors que les innovations locales, sont – idéalement – le fait des paysans eux-mêmes.

« Je suis d'accord avec cette hypothèse, mais j'ai des doutes : ... les rapports entre institutions décentralisées/démocratiques et gestion durable des ressources naturelles ne sont pas uniformes ; les gouvernements locaux risquent d'être « capturés » ; la décentralisation requiert des ressources qui manquent au niveau central, et la règle de la majorité néglige les minorités ... ».
Joachim von Braun

« À moins de stopper les processus monétaires qui creusent le fossé entre riches et pauvres, il ne sera guère possible de promouvoir la démocratie et la décentralisation de manière durable ».
Othmar Schwank

« L'important c'est de savoir jusqu'à quel point un État qui a la volonté politique de faire quelque chose parvient à dynamiser le développement d'adaptations à plusieurs niveaux dans un contexte local, et à quel point les gouvernements centraux sont prêts d'intervenir au niveau des mécanismes commerciaux ».
Janice Jiggins

« Il faut une politique commerciale fondée sur l'ouverture et la concurrence loyale, le contrôle de la corruption parmi les investisseurs des pays industrialisés et des codes de conduite visant à prévenir l'exploitation de gens qui n'ont pas de titres de propriété officiels, qu'il s'agisse de la propriété de terrain, de droits d'eau ou d'autres droits encore ».
Joachim von Braun

« Je suis d'accord [avec l'hypothèse], mais à condition que cela n'induisse pas un protectionnisme qui entraîne des distorsions du marché ou qui risque de mettre en péril la capacité des petits paysans à monter dans le train du commerce international durable ».

William Jackson

« Il faut révéler qu'un tel scénario est fortement compromis par les entreprises dominantes et les gouvernements qui ne demandent pas mieux que de se débarrasser du problème sur le secteur privé. Toute transition vers le scénario esquissé plus haut se réalisera non pas parce que les décideurs n'admettent pas votre hypothèse, mais parce que les approches actuelles tendent vers un effondrement du système ».

Janice Jiggins

Les experts identifient plusieurs pistes possibles pour soutenir la réorientation proposée dans l'hypothèse, notamment le développement des capacités des PMA à défendre efficacement leurs intérêts dans les assemblées internationales, ainsi que l'implication accrue de la société civile dans la détermination des objectifs politiques et de recherche, ainsi que dans le suivi de leur réalisation. Ces objectifs peuvent être soutenus par des mesures qui favorisent l'accès au savoir et le partage des connaissances.

Les règles de l'OMC sont à revoir : elles doivent incorporer dans les prix des produits à base de ressources naturelles les externalités causées par leur production, leur transformation et leur commerce, et offrir aux personnes concernées la possibilité de réclamer une compensation lors de l'importation et de l'exportation de tels produits.

Soutenir les politiques et mesures au niveau national

Les gouvernements nationaux doivent se concentrer davantage sur le commerce domestique et régional, plutôt que de miser entièrement sur le commerce international. Leurs stratégies dans le domaine de la GRN doivent viser avant tout à garantir les moyens de subsistance de la population et à lutter contre la pauvreté. Des incitations perverses, comme des subventions qui portent préjudice à l'environnement et à la société, doivent être abolies. Quant au pouvoir de décision sur l'utilisation de ressources-clés comme le pétrole et le gaz, il devrait être délégué de manière transparente à des organes régionaux, et le fonctionnement de ces organes placé sous le contrôle de la législation nationale.

La mise en œuvre de ces mesures appelle des institutions nationales solides, dotées de systèmes de surveillance et de reporting performants, aptes à faire le point sur les progrès accomplis en termes de durabilité et à contrôler le bon fonctionnement de la gouvernance au niveau national. Parallèlement, il importe de sensibiliser les gens à l'importance cruciale d'une GRN durable et de leur donner un rôle de surveillant dans la conservation des ressources naturelles.

Un expert relève que le mot d'ordre politique des pays de l'OCDE devrait être « la prospérité sans croissance », celui des pays en développement « la croissance durable ».

Réguler l'économie vers un développement plus durable

Hypothèse : Dans un contexte de dérégulation de l'économie et de libéralisation des marchés, la croissance économique n'a pas réussi à créer un cadre qui soit garant d'un développement durable et d'une gestion durable des ressources naturelles. Réglementer l'économie d'après des critères de durabilité (New Green Deal, création de nouveaux marchés pour les services environnementaux) est le seul moyen de réorienter le développement économique et de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles.

De manière générale, les experts se rallient à cette hypothèse. Cependant, leurs avis divergent sur la question de savoir d'après quel paradigme opérer la réorientation nécessaire de l'économie. Les uns mettent l'accent sur les dispositifs de régulation dans un système de libre marché, alors que les autres préconisent un changement plus en profondeur. Ce second groupe évoque la croissance exponentielle des marchés financiers virtuels au cours des dernières années, sans grand lien avec des ressources tangibles. Seule une très faible frange de population a pu profiter de ces marchés, alors que la grande majorité des pauvres a accumulé d'énormes dettes. Ces dettes

doivent être restructurées pour redynamiser l'investissement et la productivité. Par ailleurs, les experts préconisent d'analyser de plus près la possibilité de créer des structures économiques fondées sur la solidarité, non exclusives et non spéculatives et répondant aux principes du développement durable.

Politiques internationales pour promouvoir la régulation de l'économie

Conformément aux perspectives divergentes esquissées plus haut, les politiques recommandées couvrent elles aussi un large spectre. L'idée que les nouvelles réglementations financières doivent exclure les incitations perverses et intégrer dans les coûts des produits de base les coûts environnementaux générés par la production, la transformation et le commerce international non durables fait néanmoins l'unanimité (besoin de réformer l'OMC). Des mécanismes de compensation pour les services écosystémiques doivent être créés pour rémunérer une GRN axée sur la résilience, et être accessibles également aux petits paysans. Un des experts a évoqué le potentiel de l'introduction d'une taxe Tobin au niveau international (taxation des transactions monétaires internationales).

Plusieurs ont insisté sur la nécessité de changer la mentalité des consommateurs et de réduire le transfert international de ressources pour renforcer les économies locales. Ces deux mesures peuvent être promues par l'éducation et un système commercial qui pénalise la consommation irresponsable et le gaspillage.

Politiques au niveau national pour soutenir une réorientation de l'économie

Tant dans le domaine de l'économie que dans celui de l'agriculture, les politiques nationales doivent soutenir une meilleure efficacité énergétique des ressources et promouvoir les investissements verts. Les stratégies qui offrent aux communautés locales des bénéfices tangibles provenant de la gestion environnementale doivent être promues. Toutes ces mesures doivent se focaliser sur des objectifs concrets à court et à moyen termes, et non pas viser des buts lointains.

Le dialogue fondé sur les connaissances et expériences devrait être à la base des processus de décision ; ceux-ci devraient inclure davantage d'écologistes à tous les niveaux du gouvernement. Ainsi sera évitée la prédominance d'une seule discipline (l'économie).

Des réseaux de production locaux, une industrialisation adaptée aux besoins de la production agricole locale, des technologies efficaces sur le plan énergétique et des systèmes commerciaux ouverts et équitables – tels doivent être les objectifs économiques prioritaires au niveau national.

Promouvoir une utilisation du sol multifonctionnelle et qui ménage efficacement les ressources

Hypothèse : *Les petits paysans ont le potentiel d'exploiter le sol de manière à ménager les ressources efficacement. Mais pour qu'ils puissent réaliser ce potentiel, ils doivent être protégés contre les influences extérieures négatives et encouragés à innover au travers de conditions-cadre favorables, notamment au niveau des prix.*

Les experts sont d'accord que les petits paysans ont le potentiel d'exploiter le sol de manière à ménager les ressources, à condition que le cadre général soit propice à cela. Toutefois, les intérêts des grands groupes internationaux et les difficultés des gouvernements à gérer les problèmes énormes de développement et d'environnement font obstacle à la mise en place d'un tel cadre.

« L'introduction d'une taxe Tobin réduirait notablement l'attrait de la spéculation et du commerce de ressources naturelles. Cette taxe corrigerait les effets pervers des mécanismes financiers actuels qui creusent encore l'écart entre les riches et les pauvres ».
Othmar Schwank

« La politique économique règle la production afin de garantir qu'un certain pourcentage de cette dernière provienne d'exploitations agricoles familiales durables ».
Michelle Chauvet

« Il faut abolument réinvestir dans des partenariats de recherche internationaux. De nombreux pays, notamment ceux de l'Union européenne, se focalisent en effet de plus en plus sur leurs propres besoins et ne soutiennent plus la recherche spécifique dans des domaines importants pour les pays en développement ».

Hans Hurni

« [Il importe de soutenir les efforts internationaux et nationaux] dans les domaines de la lutte contre la corruption, l'éducation des pauvres et les investissements en région rurale, tout en respectant les valeurs et traditions culturelles indigènes ».

Bao Huy

Politiques internationales pour soutenir l'agriculture à petite échelle

Il importe d'abolir les incitations perverses, à commencer par les subventions, qui portent préjudice aux paysans des pays en développement, et de promouvoir des investissements qui permettent aux communautés rurales d'accéder aux marchés. Des partenariats entre institutions de recherche dans des pays du nord et du sud doivent être encouragés afin de combler les lacunes dans les connaissances et de fournir des bases de décision pour la politique et la mise en œuvre. La communauté internationale doit investir dans les réformes nationales qui encouragent le développement de l'économie verte.

Politiques nationales pour renforcer les communautés locales

Parmi les mesures préconisées par les experts, mentionnons : la garantie de l'accès à une alimentation suffisante et saine en tant que droit humain, le renforcement des efforts pour améliorer la situation des femmes et des enfants, le développement de nouvelles cultures vivrières dans le contexte du changement climatique, la promotion des investissements dans l'agriculture à petite échelle afin d'en améliorer la productivité (sans et avec OGM) et la création de mécanismes commerciaux novateurs et efficaces pour résoudre le problème des petites quantités de production. Les experts ont toutefois exprimé de grands doutes quant à la réalisation de ces mesures. Ils ont par ailleurs identifié un grand besoin d'action dans la sphère domestique : mieux vaut aider les paysans à faire valoir leurs droits d'accès à l'eau, plutôt que de simplement les protéger contre des influences extérieures.

Le rôle de la coopération internationale

Soutenir les efforts de réforme politique

Les experts estiment que la coopération internationale a un rôle important à jouer dans la mise en place d'institutions décentralisées efficaces et fiables, dans la promotion de systèmes économiques axés sur le développement durable et dans le soutien à une « petite » agriculture multifonctionnelle et qui ménage efficacement les ressources, apte à renforcer la société civile, plus spécialement les pauvres, les populations indigènes et les femmes. Selon eux, la coopération internationale devrait également s'engager davantage dans la lutte contre la corruption et l'inefficacité des structures gouvernementales. Comme mesures les plus aptes à réaliser ces objectifs, les experts préconisent des processus d'apprentissage et le développement des capacités et compétences des organisations civiles, la promotion du libre accès à l'information et le partage des savoirs dans un souci de transparence, ainsi que le soutien de la recherche à des processus de décision sur la base de données solides.

Coopération internationale et efforts multilatéraux

Toutes les mesures mentionnées dans le tableau ont été jugées bonnes à contribuer au développement durable, avec des changements mineurs par rapport à l'évaluation de 2005. Développer la capacité des délégations des PMA à défendre efficacement leurs intérêts dans le dialogue politique au sein des organisations onusiennes et autres assemblées internationales serait, de l'avis des experts, le meilleur moyen de faire progresser ces pays dans les domaines de la GRN et de la réduction de la pauvreté.

Anticiper l'ère post-ODM

Selon les experts, les ODM n'ont pas suffisamment tenu compte des ressources naturelles, une négligence à corriger dans un futur cadre. Certes, ils ont donné ample matière à réflexion et à discussion, mais ni les moyens financiers, ni la volonté politique pour les réaliser n'ont vraiment suivi. Certains experts ont le sentiment que la donne va bien changer d'ici à 2015. C'est que la conception des ODM procédait avant tout d'une philosophie de « rattrapage », le but étant de corriger les erreurs du passé. Or les enjeux de demain vont sans doute à terme écraser ceux d'hier : de nouvelles puissances économiques, comme le groupe « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et Chine), auront bientôt davantage d'audience et d'influence dans les débats internationaux que les initiateurs et défenseurs des ODM. Il est pour l'heure difficile de prévoir où ces développements vont mener.

L'impact de la Déclaration de Paris par rapport aux ressources naturelles

Évaluer l'impact de la Déclaration de Paris quant à l'efficacité de l'aide publique au développement sur la gestion des ressources naturelles doit aller de pair avec l'analyse des voix critiques dénonçant que cet instrument a freiné l'innovation et la diversification des approches et n'a pas débloqué des fonds suffisants pour stopper la dégradation de l'environnement. L'influence des bailleurs de fonds sur les politiques internationales et nationales faiblit avec la montée de nouveaux pays forts (par ex. BRIC) et les vastes flux financiers de fonds d'investissement du secteur privé qui en résultent à l'échelle globale.

Autres changements émergents dans la coopération internationale

Les stratégies et investissements dans le domaine du changement climatique pourraient en principe modifier notablement le rôle de l'aide au développement. Il convient notamment de concevoir un code de conduite pour lutter contre l'accapement des terres, une tendance liée en partie à la demande croissante de biocarburants, et de créer des stocks virtuels de céréales au travers de nouvelles initiatives globales en faveur de la substitution de combustibles fossiles et de la sécurité alimentaire.

Le monde a désespérément besoin de nouvelles formes de gouvernance pour relever les défis globaux – tel est le sentiment des experts. Mais selon eux, vu l'ampleur et la profondeur des inégalités structurelles existantes, il faudra un long et laborieux travail pour gagner la confiance de la société civile et renforcer la volonté politique d'aller vers un monde plus durable.

Initiatives de la coopération internationale qui appuient la GRN durable et la mitigation de la pauvreté

Initiatives « les plus prometteuses » à « prometteuses » : évaluation de 2005	2009
Développer les compétences des délégations des PMA	↘
Réduire les stratégies contradictoires entre les accords de l'OMC et les conventions environnementales dans le développement par la définition de normes sociales et écologiques pour le commerce	↗
Améliorer la cohérence des conventions environnementales et des accords multilatéraux	↘
Promouvoir l'application des conventions et accords multilatéraux	↘
Encourager la recherche sur l'innovation institutionnelle pour atténuer la dégradation des ressources naturelles et réduire la pauvreté	↗

La direction des flèches indique le changement d'avis des experts comparé à l'évaluation de 2005 :

- ↘ Légèrement moins prometteur qu'en 2005
- ↗ Légèrement plus prometteur qu'en 2005

« [Nous devons penser] un nouvel ordre mondial avec de nouvelles règles dans tous les domaines ».

Michelle Chauvet

Saisir l'heure de changer de cap

Le constat unanime des huit experts internationaux est alarmant : la dégradation des ressources naturelles progresse et atteindra en 2025 un niveau qui grèvera sérieusement les moyens d'existence des PMA et entamera la capacité d'un nombre croissant d'exploitations agricoles à fournir des services utiles. Les progrès sociaux attendus – amélioration de la santé, recul des naissances, niveau de scolarisation (primaire) plus élevé – ne suffiront pas à compenser cette évolution négative et à réduire la pauvreté et la faim.

Il ressort toutefois de l'évaluation de 2009 que les mentalités et certains paradigmes commencent à changer, sous l'impulsion de la flambée des prix de l'énergie et de l'alimentaire, ainsi que de la récente tourmente financière, mais aussi à cause des résultats publiés dans des rapports de référence, comme ceux de l'IPCC et les Évaluations des écosystèmes pour le millénaire.

Un changement de cap n'est possible que si la reconnaissance de l'impérieuse nécessité de réorienter les lignes de conduite économiques et politiques se traduit par des mesures concrètes. Ainsi, le politique et l'institutionnel doivent absolument reprendre les rênes et mettre au pas l'économie via des réglementations transparentes, afin de se redonner les moyens de mitiger la dégradation des écosystèmes et réduire la pauvreté.

- L'atteinte de cet objectif dépend de la mise en place, dans un avenir plus ou moins proche, d'une institution de gouvernance globale fondée sur les principes de la durabilité et de la réduction des inégalités, qui accorde plus d'influence aux pays en développement et qui reconnaisse la responsabilité des pays développés.

Nous en sommes arrivés à un point où – espérons-le – la responsabilité politique reprendra le contrôle régulateur sur l'économie de manière démocratique. Beaucoup dépendra de l'issue de la 15^{ème} Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 15) à Copenhague, qui peut servir de modèle pour des structures similaires centrées sur l'utilisation durable des sols.

- Une réorientation du cadre économique d'après les principes du développement durable, et tenant compte des valeurs et coûts sociaux et environnementaux réels, sera décisive dans la mise en place d'institutions régionales fiables et efficaces.
- Les gouvernements nationaux doivent progresser dans les domaines de l'éducation et de la santé de leur population pauvre, des femmes en particulier, avec le soutien de la coopération internationale.
- Il est impératif de redéfinir un cadre propice au développement durable de l'agriculture à petite échelle. Considéré en 2005 comme une source de pression sur les ressources naturelles, ce type d'agriculture est aujourd'hui reconnu comme un des facteurs clés pour une utilisation du sol multifonctionnelle et respectueuse de la nature, notamment dans les PMA. Ce développement passe par la valorisation des capacités des femmes et des hommes, la diffusion et le partage de savoirs traditionnels et scientifiques, la titularisation et la reconnaissance des droits d'accès aux ressources et de la propriété intellectuelle – non seulement en tant que droits d'accès mais aussi en tant que droits humains – et la mise à profit de nouvelles technologies. L'accès aux infrastructures doit être amélioré, et les mécanismes de compensation rendus accessibles aux petits paysans, ce qui nécessite une redistribution du soutien financier au développement agricole du nord vers le sud.

Aujourd'hui, nous devons axer nos actions sur des valeurs éthiques, compte tenu d'arguments et de connaissances scientifiques et normatives.

« Nous avons besoin d'initiatives qui renforcent la capacité des humains à agir pour le bien de la collectivité en temps de menace croissante.. Mais dans le contexte idéologique actuel, qui place l'individualisme, la compétition et l'accumulation de richesses avant une vie décente pour tous, cela m'étonnerait que de telles initiatives se mettent en place spontanément ».

Janice Jiggins

Méthodologie

L'objectif de InfoResources Trends

Les décideurs et les stratèges actifs dans la gestion des ressources naturelles doivent anticiper les développements futurs afin d'élaborer des scénarios et des stratégies à moyen terme, car leurs décisions peuvent aussi avoir des répercussions à long terme. Cependant, des dossiers urgents tendent à dominer les processus de décision. En évaluant la probabilité de certains changements dans le domaine de l'environnement naturel et de l'utilisation du sol, ainsi que dans le contexte social et économique au niveau des pays individuels, la présente évaluation entend informer au sujet des futurs défis.

La base conceptuelle

La méthodologie de cette évaluation repose sur trois concepts basiques :

- **La mise à contribution de plusieurs experts** : reprenant certains éléments de la méthode Delphi, l'évaluation s'est fondée sur les connaissances et expériences spécialisées de huit experts triés sur le volet. Les critères de sélection ont été : une couverture thématique aussi large que possible en lien avec la GRN, une bonne représentativité des pays du nord et du sud, et dans une certaine mesure, un rapport équilibré entre femmes et hommes (voir profil des experts, annexe II, p. 22).
- **L'utilisation d'une référence commune** : un pays fictif représentant le groupe des pays les moins avancés a servi de point de référence (voir annexe IV, *Imagineland* : données statistiques clés, p. 23). Ce choix devait empêcher que la discussion ne se focalise par trop sur des spécificités régionales et contextuelles, même s'il recelait le risque de passer à côté de facteurs déterminants pour le développement de pays individuels.
- **La reprise et l'adaptation d'évaluations antérieures** : les scénarios d'évolutions futures sont forcément entachés d'incertitudes. S'ils ne sont jamais tout à fait réalistes, ils n'en donnent pas moins des indications utiles sur des développements probables. Il est nécessaire de reprendre régulièrement les évaluations antérieures, de les adapter et de les développer en intégrant des perspectives émergentes différentes.

L'enquête

Les huit experts ont répondu aux questions d'InfoResources lors de trois interviews. L'équipe du projet a à chaque fois analysé les réponses récoltées lors d'une interview pour préparer la suivante. Les interviews ont été menées par courrier électronique ; l'investissement en temps pour répondre aux questions a été estimé à 1-2 heures par interview. À la différence de la méthode Delphi originale, l'équipe n'est pas restée neutre, mais a joué le rôle de guide et d'interprète ; le résultat ne prétend donc pas être totalement objectif.

Première série – Probabilité de changements. Se fondant sur ses propres connaissances et études, l'équipe d'InfoResources a identifié des changements majeurs et subtils, inclus ceux évalués en 2005, susceptibles de devenir réalités d'ici à 2025. Ces changements potentiels portaient sur les thématiques suivantes ; environnement naturel, utilisation du sol, développement social et économie. Les experts devaient évaluer la probabilité de ces changements sur une échelle de quatre (très probable, probable, peu probable, très peu probable) et argumenter leur classement. Ils étaient en outre invités à compléter la liste des changements potentiels.

Deuxième série – Impact des changements. L'équipe d'InfoResources a classé les changements potentiels en fonction de la probabilité de leur occurrence, telle qu'estimée par les experts. Elle a ensuite demandé aux experts d'évaluer l'impact de ces changements – très positif, positif, négatif, très négatif – sur la réduction de la pauvreté et les ressources naturelles et de commenter leur portée sur la sécurité alimentaire.

Troisième série – Recommandations stratégiques. L'équipe d'InfoResources s'est servie des réponses des deux premières interviews pour élaborer trois hypothèses sur des réorientations stratégiques susceptibles d'inverser les tendances négatives identifiées par les experts. Elle les a invités à accepter ces hypothèses ou à proposer d'autres pistes. Se fondant sur leur jugement, les experts ont formulé des recommandations pour les politiques aux niveaux international et national et tiré des conclusions par rapport au rôle de la coopération internationale.

Experts consultés

Experts	Spécialisation	Institution
Michelle Chauvet Professeur de sociologie rurale; auteur du rapport IAASTD** pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Impacts socio-économiques de la biotechnologie sur l'agriculture; élevage; globalisation dans ces domaines	Département de Sociologie, Université Autonome Métropolitaine, Mexique, www.uam.mx
Hans Hurni * Directeur du CDE; directeur du PRN Nord-Sud; Président du Forum Européen de recherche agricole pour le développement EFARD; auteur principal de l'International Assessment on Agricultural Science & Technology for Development IAASTD	Gestion intégrée et durable des ressources naturelles	Centre pour le Développement et l'Environnement (CDE), Institut Géographique, Université de Berne, Suisse, www.cde.unibe.ch
Bao Huy Chef du département des ressources forestières et de la gestion environnementale; président du Vietnam Network for Agroforestry Education (VNAE)	Planification et gestion forestières; gestion des forêts à l'échelle des communautés	Université Tay Nguyen, Vietnam www.socialforestry.org.vn
William (Bill) J. Jackson * Directeur général adjoint, UICN	Biodiversité; gestion des forêts; développement rural et conservation de la nature	Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), Gland, Suisse www.iucn.org
Margaret E. Ngigi Maître-assistance, Département d'Agroéconomie et Gestion de l'Agrobusiness, Université d'Egerton	Économie agraire; institutions économiques; analyses de la pauvreté	Département d'Agroéconomie et Gestion de l'Agrobusiness, Université d'Egerton, Kenya www.egerton.ac.ke
Janice Jiggins Spécialiste en sciences sociales, active dans des agences de développement bilatérales et multilatérales en Afrique et Asie du sud; auteur des rapports de l'IAASTD; chercheuse invitée à l'Université de Wageningen	Agriculture, recherche-développement en systèmes alimentaires, gestion durable des ressources; égalité hommes-femmes	Université de Wageningen, Pays-Bas www.wageningenuniversiteit.nl/UK
Othmar Schwank * Membre de la direction d'INFRAS; expert de l'UNFCCC (2000–2007); conseiller de GEF, de la Banque mondiale et du Gouvernement suisse	Énergie; adaptation au changement climatique; expériences dans la mise en œuvre des conventions onusiennes; gestion de l'environnement et des ressources naturelles; transfert de technologies	INFRAS Consulting, Zurich, Suisse www.infras.ch/f/
Joachim von Braun * Directeur de l'IFPRI; président de l'International Academy of Agricultural Economists (IAAE)	Sécurité alimentaire; projections (par ex. Africa 2020), pauvreté et globalisation	Institut International de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington DC, USA, www.ifpri.org

* Experts ayant participé à l'évaluation de 2005

** Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD)

Ouvrages recommandés : sélection de publications rédigées par les experts

- Bao Huy. 2005. *Technical guideline – Community Forest Management*. Hanoi, Vietnam : ETSP project, Helvetas Vietnam, MARD.
- Bao Huy. 2007. *Community Forest Management (CFM) in Vietnam : Sustainable Forest Management and Benefit Sharing*. Proceedings of the International Conference on Managing Forests for Poverty Reduction : Capturing Opportunities in Harvesting and Wood Processing for the Benefit of the Poor. FAO, RECOFTC, SNV.
- Chauvet, M. and Gálvez, A. 2005. *Learning about biosafety in Mexico : Between competitiveness and conservation*. In : International Journal of Biotechnology, Vol. 7, No. 1 / 2 / 3, pp. 62–71.
- Chauvet, M. and González, R.L. 2008. *Food, biofuels and social inequality in Mexico*. www.observatorylatinamerica.org/articulos.html
- Fisher, R.J., Maginnis S., Jackson, W.J., Barrow, E. and Jeanrenaud, S., with Ingles, A., Friend, R., Mehrotra, R., Farvar, T., Laurie, M. and Oviedo, G. 2008. *Linking Conservation and Poverty Reduction. Landscapes, People and Power*. London, UK: Earthscan, 168 pages, ISBN 9781844076352.

- Hurni, H., Herweg, K., Portner, B. and Liniger H.P. 2008. *Soil erosion and conservation in global agriculture*. In: Braimoh, A. and Vlek L.G. (eds). *Land Use and Soil Resources*. Berlin, Germany : Springer Verlag, pp. 41–71.
- McIntyre, B.D., Herren, H.R., Wakhungu, J. and Watson, R.T. (eds.). 2009. *Agriculture at a Crossroads*. Washington, D.C. : The Island Press.
www.agassessment.org
- von Braun, J. 2008. *Food and Financial Crises – Implications for Agriculture and the Poor*. Washington, D.C. : IFPRI Food Policy Report.

***Imagineland* : données statistiques clés**

Le pays fictif appelé *Imagineland* avait été créé de toutes pièces en 2005 pour représenter un PMA. L'évaluation de 2009 se fonde sur la même construction, pour garantir une certaine cohérence et permettre la comparaison entre les deux évaluations.

Données générales

- Pays à faible revenu
- Territoire : 200'000 km²
- Population : 20 millions ; 60 % entre 15 et 64 ans
- Densité de population : 100 habitants / km²
- Population urbaine : 40 % de la population totale ; 3 millions dans la capitale
- Emploi par secteur : agriculture 60 %, petite industrie, industrie minière, agro-industrie et construction 15 % ; services et administration 25 %
- Produit national brut (PNB) : 30 milliards USD ; répartition du PNB par secteur : agriculture 35 %, industrie 25 %, services 40 %
- Système démocratique, le processus de décentralisation a commencé depuis quelques années
- Pas de conflit ouvert
- Trois conventions de Rio ratifiées

Services et infrastructures

- Administration : plutôt centralisée dans la capitale ; récemment centres administratifs dans les capitales de district
- Instruction publique : écoles secondaires dans les centres ruraux principalement, deux universités
- Hôpitaux dans les capitales de district, un (1) centre de soins de base pour 35'000 habitants, campagne nationale d'information sur le VIH / sida
- Transports : réseau routier en dur reliant les principaux centres urbains ruraux (5000 km) et 30'000 km de routes de campagne
- Eau et installations sanitaires : 70 % de la population ont accès à des sources d'eau améliorées, 25 % ont accès à des installations sanitaires

Energie

- Production d'électricité : 30 milliards kWh ; concentration dans les centres urbains ruraux avec 65 % des ménages raccordés ; en campagne, seulement quelques villages raccordés
- Production de gaz : 60 millions m³, pour la consommation domestique
- Pétrole : pas de production ; consommation de 40'000 barils / jour

Communication, information

- Diffusion d'informations générales pour l'essentiel par radio : environ 20 % de la population possède un poste radio, moins de 1 % possède une télévision
- Téléphone : les systèmes sont encore rudimentaires, mais en voie d'extension ; environ 500'000 lignes fixes et 1 million de téléphones mobiles en usage

Données sur les régions rurales

Ressources naturelles

- Pays sous-tropical, précipitations entre 600 et 1500 mm, 2 saisons des pluies, 5 à 7 mois secs
- 30 % de montagne, 40 % de collines
- Les principales rivières prennent leurs sources dans les régions de montagne et de collines ; plusieurs sont à sec vers la fin de la saison sèche
- Sols : peu de sols volcaniques fertiles, principalement sols tropicaux sensibles aux activités humaines
- Forêts : 20 % du pays, dont 40 % de forêts secondaires, 10 % de plantations et 20 % de zones protégées ; taux de déboisement : 1 % entre 1990 et 2000
- Terres arables et cultures permanentes : 15 % du pays ; pâturages : 20 %
- Qualité de la terre : 23 % dégradés par l'érosion, le lessivage et l'application inadéquate de fertilisants au point d'affecter la production
- Pollution modérée mais en hausse ; indice de durabilité environnementale (ESI) d'environ 50, soit la moyenne mondiale
- Disponibilité en eau : 5'000 m³ / par habitant
- Biodiversité : 5 % du territoire est sous protection, 100 espèces de plantes supérieures sont menacées

Société

- Densité moyenne de la population dans les régions rurales : environ 60 habitants par km²
- Croissance démographique de 2 %
- 35 % des ménages vivent avec moins de 1 USD par jour dans les régions rurales (28 % dans l'ensemble du pays)
- Près de 8 % de paysans ne possèdent pas de terres
- Causes fréquentes de mortalité adultes : la malaria et le sida ; mortalité infantile : environ 50 morts sur 1000 naissances
- 65 % de filles et 85 % de garçons sont scolarisés (école primaire)
- Rapport femmes / hommes dans les régions rurales 53 / 47

Systèmes agraires

- Terre arable par habitant : environ 0,15 ha (6–7 habitants par ha de terres arables et de cultures permanentes)
- Agriculture intensive et fréquemment irriguée autour des centres urbains et dans la plaine alluviale, production agricole pour l'exportation (environ 20 % des terres arables)
- Agriculture à petite et moyenne échelle, agriculture de subsistance essentiellement dans les régions de collines (60 % des terres arables)
- Agriculture itinérante dans les montagnes
- Elevage à petite échelle, de subsistance

Économie des ménages ruraux

- Sources d'énergie : biomasse (bois de combustion), huile / pétrole (transports, éclairage)
- Commercialisation de produits agricoles : 50 % du revenu
- Remise d'argent (argent envoyé par des proches ayant émigré) : 5 % du revenu

Annnonce aux lecteurs

Chères lectrices, Chers lecteurs,

C'est avec tristesse que nous vous communiquons la clôture des services InfoResources pour la fin 2009. Dans le cadre d'un processus de restructuration interne, notre bailleur de fonds - la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) - a pris la décision de mettre un terme au financement d'InfoResources.

Depuis 2003, nous avons été en mesure de vous offrir InfoResources News, InfoResources Focus, InfoResources Trends, ainsi que le service de recherches. Vous fournir ces prestations a représenté pour nous une tâche captivante, comportant des défis. Nous espérons que nos services ont apporté des informations intéressantes et utiles à votre travail quotidien. Vos commentaires sont bienvenus ; vous pouvez les adresser à info@inforesources.ch.

D'ores et déjà, nous vous exprimons notre reconnaissance pour l'intérêt que vous avez porté à nos produits.

Votre équipe InfoResources :

Jane Carter, Monika Egli, Ulla Gämperli, Alessandra Giuliani, Felix Hintermann, Fani Kakridi Enz, Andreas Kläy, Hans Schaltenbrand, Bettina Stäubli, Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, ainsi que nos partenaires CETRAD (Kenya), Délégations IC (Andes, Bangladesh, Inde et Mali) et SIMAS (Nicaragua).